

Print

Communiqué d'Eric Toussaint suite à la rencontre avec le ministre Dimitris Stratoulis qui a en charge les retraites

De [Eric Toussaint](#)

Global Research, mai 18, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/communiqué-deric-toussaint-suite-a-la-rencontre-avec-le-ministre-dimitris-stratoulis-qui-a-en-charge-les-retraites/5450346>



Après une visite le vendredi 15 mai au ministère grec des pensions et une rencontre avec le ministre Stratoulis, voici ma déclaration concernant le contenu de notre échange fructueux.

Il est clair qu'il y a une relation directe entre les conditions imposées par la Troïka et l'augmentation de la dette publique depuis 2010. Le comité pour la vérité sur la dette grecque va produire en juin 2015 un rapport préliminaire dans lequel le caractère illégitime et illégal de la dette réclamée à la Grèce sera évalué. Il y a des preuves évidentes de violations de la constitution grecque et des traités internationaux garantissant les droits humains.

Le comité considère qu'il y a une relation directe entre les politiques imposées par les créanciers et l'appauvrissement d'une majorité de la population ainsi que la baisse de 25% du PIB depuis 2010. Par exemple, les fonds de pension publics ont subi d'énormes pertes suite à la restructuration de la dette grecque organisée en 2012 par la Troïka. Celle-ci a imposé une perte de 16 à 17 milliards d'euros par rapport à leur valeur originale de 31 milliards €. Les revenus du système de sécurité sociale ont aussi souffert directement à cause de l'augmentation du chômage et de la réduction des salaires comme conséquence des mesures imposées par la Troïka.

La dette grecque n'est pas soutenable, pas seulement d'un point de vue financier, puisque c'est clair que la Grèce est par essence incapable de la rembourser, mais elle est aussi insoutenable du point de vue des droits humains. Plusieurs juristes spécialistes en matière de droit international considèrent que la Grèce peut se déclarer en état de nécessité. Selon le droit international, quand un pays est en état de nécessité il a la possibilité de suspendre le remboursement de sa dette de manière unilatérale (sans accumuler des arriérés d'intérêt) en vue de garantir à ses citoyens les droits humains fondamentaux, tels que l'éducation, la santé, la nourriture, des retraites décentes, des emplois,...

L'objectif du rapport préliminaire de la Commission pour la Vérité sur la Dette est de renforcer la position de la Grèce, lui donnant des arguments supplémentaires dans les négociations avec les créanciers. La Commission pour la Vérité sur la Dette aimerait organiser une visite publique avec des journalistes pour permettre au ministre de rendre public la relation directe entre les politiques imposées par la Troïka et les dégradations des conditions de vie de la majorité de la population et spécifiquement pour les pensionnés, qui ont vu leur pension réduite de 40% en moyenne depuis que la Troïka est active en Grèce.

Comme le ministre nous l'a déclaré, 66% des pensionnés reçoivent une retraite mensuelle de moins de 700 euros et 45% des pensionnés reçoivent une retraite inférieure au seuil de pauvreté qui est fixé à 660 euros par mois.

Je réprovoque totalement les nouvelles exigences du FMI et de l'Eurogroupe qui veulent imposer de nouvelles réductions des pensions, alors qu'il est clair que les politiques précédentes et actuelles imposées par les créanciers violent le droit des pensionnés à une retraite décente.

Les pensions doivent être restaurées.

Eric Toussaint, coordinateur scientifique de la Commission pour la Vérité sur la dette, Athènes le
15 mai 2015

Copyright © 2015 Global Research